

*États financiers consolidés de*

**GROUPE CGI INC.**

*Pour les exercices terminés les 30 septembre 2006 et 2005*

# Rapports de la direction et des vérificateurs

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche, s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée sur l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.

(signé)

**Michael E. Roach**

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

(signé)

**R. David Anderson**

LE VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET CHEF DE LA DIRECTION  
FINANCIÈRE

(signé)

**André Imbeau**

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL ET SECRÉTAIRE CORPORATIF

LE 13 NOVEMBRE 2006

## RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans les coentreprises a été exclue de l'évaluation puisque le contrôle interne de ces entités à l'égard de l'information financière ne peut être ni dicté, ni modifié et que la direction n'a pas la capacité réelle d'évaluer ces contrôles. La participation de la Société dans les coentreprises représente 1,6 % de l'actif total consolidé et 2,6 % des produits consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Malgré cette exclusion, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué, en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans ces coentreprises et de leurs résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés. D'autres informations financières relatives aux coentreprises sont présentées à la note 19 des états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2006 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2006, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2006 a été vérifiée par les comptables agréés inscrits indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 4.

(signé)

**Michael E. Roach**

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

(signé)

**R. David Anderson**

LE VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET CHEF DE LA DIRECTION  
FINANCIÈRE

(signé)

**André Imbeau**

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL ET SECRÉTAIRE CORPORATIF

LE 13 NOVEMBRE 2006

## RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'évaluation par la direction énoncée dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint selon laquelle le Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») maintenaient un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises, car la Société n'est pas en mesure de dicter ni de modifier les contrôles appliqués à ces entités et ne peut évaluer les contrôles en place de ces coentreprises. La participation dans les coentreprises représente un total des actifs et des produits constituant 1,6 % et 2,6 %, respectivement, des montants connexes aux états financiers consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, notre vérification ne comprend pas le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'évaluation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à examiner l'évaluation faite par la direction, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable sur laquelle nous pouvons fonder notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société constitue un processus conçu par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables ou sous la supervision de ces personnes, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui 1) ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, il a été raisonnablement établi par la direction que la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. De plus, à notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 13 novembre 2006, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

(signé)

**Deloitte & Touche s.r.l.**

COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

MONTREAL, QUÉBEC  
LE 13 NOVEMBRE 2006

## RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis en ce qui a trait aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada en ce qui a trait aux états financiers consolidés des exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, notre vérification fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* et, dans notre rapport daté du 13 novembre 2006, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

(signé)

**Deloitte & Touche s.r.l.**

COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

MONTRÉAL, QUÉBEC  
LE 13 NOVEMBRE 2006

## COMMENTAIRES DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS AUX LECTEURS AMÉRICAINS AU SUJET DES DIFFÉRENCES ENTRE LES NORMES CANADIENNES ET AMÉRICAINES

Aux États-Unis, les normes de rapport obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) dans le cas d'un changement dans le choix des principes comptables qui a un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés, comme ceux que décrit la note 2 des présents états financiers. Notre rapport aux actionnaires daté du 13 novembre 2006 est formulé conformément aux normes de rapport canadiennes qui n'exigent pas la mention de tels changements dans le choix des principes comptables dans le rapport des vérificateurs, lorsque le changement est pris en compte convenablement et présenté adéquatement dans les états financiers.

(signé)

**Deloitte & Touche s.r.l.**

COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

MONTRÉAL, QUÉBEC  
LE 13 NOVEMBRE 2006

## États consolidés des résultats

<i>Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)</i>	<b>2006</b>	2005	2004
	\$	\$	\$
PRODUITS	<b>3 477 623</b>	3 685 986	3 150 070
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 16)	<b>2 996 521</b>	3 151 558	2 677 396
Amortissement (note 12)	<b>170 766</b>	199 283	162 591
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 13)	<b>67 266</b>	—	—
Intérêts sur la dette à long terme	<b>43 291</b>	24 014	20 672
Autres revenus, net	<b>(7 252)</b>	(7 156)	(8 728)
Gain à la vente d'actifs (note 17)	<b>(10 475)</b>	—	—
Gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite (note 17)	—	(4 537)	(488)
Vente de droit (note 14)	—	(11 000)	—
	<b>3 260 117</b>	3 352 162	2 851 443
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	<b>217 506</b>	333 824	298 627
Impôts sur les bénéfices (note 15)	<b>70 973</b>	114 126	113 241
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	<b>146 533</b>	219 698	185 386
(Perte nette) bénéfice net tiré des activités abandonnées (note 18)	—	(3 210)	8 655
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>146 533</b>	216 488	194 041
<b>BÉNÉFICE (PERTE) DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION (note 11)</b>			
Activités poursuivies	<b>0,40</b>	0,50	0,44
Activités abandonnées	—	(0,01)	0,02
	<b>0,40</b>	0,49	0,46

Se reporter aux notes complémentaires.

## États consolidés des bénéfices non répartis

<i>Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)</i>	<b>2006</b>	2005	2004
	\$	\$	\$
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT	<b>895 267</b>	730 757	542 205
Bénéfice net	<b>146 533</b>	216 488	194 041
Coût de rachat des actions (note 9)	<b>(6 760)</b>	—	—
Coût d'émission des actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 9)	—	—	(5 489)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 9)	<b>(447 839)</b>	(51 978)	—
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN</b>	<b>587 201</b>	895 267	730 757

Se reporter aux notes complémentaires.

# Bilans consolidés

<i>Aux 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)</i>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	115 729	240 459
Débiteurs (note 3)	479 767	487 731
Travaux en cours	197 381	214 470
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	89 639	75 281
Impôts futurs (note 15)	33 728	22 118
	<b>916 244</b>	<b>1 040 059</b>
Immobilisations (note 4)	120 032	116 388
Coûts liés à des contrats (note 5)	212 115	223 122
Actifs incorporels à durée limitée et autres actifs à long terme (note 6)	525 905	586 416
Impôts futurs (note 15)	25 127	46 601
Écart d'acquisition (note 7)	1 737 886	1 773 370
Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients	<b>3 537 309</b>	<b>3 785 956</b>
Fonds détenus pour des clients (note 2)	154 723	200 703
	<b>3 692 032</b>	<b>3 986 659</b>
<b>PASSIF</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	367 127	378 691
Rémunération à payer	108 331	107 014
Produits reportés	111 759	127 950
Impôts sur les bénéfices	41 707	31 955
Impôts futurs (note 15)	30 384	47 163
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 8)	8 242	14 899
	<b>667 550</b>	<b>707 672</b>
Impôts futurs (note 15)	213 512	238 983
Dette à long terme (note 8)	805 017	234 801
Passifs liés aux intégrations (note 17) et autres passifs à long terme	103 210	109 810
Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients	<b>1 789 289</b>	<b>1 291 266</b>
Obligations liées aux fonds des clients (note 2)	154 723	200 703
	<b>1 944 012</b>	<b>1 491 969</b>
Engagements, éventualités et garanties (note 24)		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 9)	1 367 606	1 762 973
Surplus d'apport (note 10)	82 436	67 578
Bons de souscription (note 10)	—	19 655
Bénéfices non répartis	587 201	895 267
Écart de conversion	(289 223)	(250 783)
	<b>1 748 020</b>	<b>2 494 690</b>
	<b>3 692 032</b>	<b>3 986 659</b>

Se reporter aux notes complémentaires.

Approuvé par le conseil

(signé)  
ADMINISTRATEUR  
Michael E. Roach

(signé)  
ADMINISTRATEUR  
André Imbeau

# États consolidés des flux de trésorerie

<i>Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)</i>	<b>2006</b>	2005	2004
	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	<b>146 533</b>	219 698	185 386
Ajustements pour :			
Amortissement (note 12)	<b>199 760</b>	231 965	192 718
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 13)	<b>1 311</b>	—	—
Crédits reportés	<b>(781)</b>	(3 038)	(16 439)
Impôts futurs (note 15)	<b>(34 225)</b>	35 650	55 626
Perte (gain) de change	<b>1 914</b>	1 993	(789)
Rémunération à base d'actions (note 10)	<b>12 895</b>	20 554	25 559
Vente de droit (note 14)	—	(11 000)	—
Gain à la vente d'actifs (note 17)	<b>(10 475)</b>	—	—
Gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite (note 17)	—	(4 537)	(488)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 20)	<b>(7 371)</b>	(10 576)	(211 376)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies</b>	<b>309 561</b>	480 709	230 197
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite des espèces) (note 17)	<b>(25 620)</b>	(66 229)	(589 678)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite des espèces cédées) (note 17)	<b>30 114</b>	29 521	87 503
Produit tiré de la vente d'un placement dans une société satellite (note 17)	—	20 849	—
Produit tiré de la vente de droit (note 14)	—	11 000	—
Acquisitions d'immobilisations	<b>(41 105)</b>	(25 314)	(59 829)
Produit tiré de cessions d'immobilisations	<b>562</b>	6 663	4 738
Païement des coûts liés à des contrats	<b>(31 417)</b>	(25 057)	(75 142)
Remboursement des coûts liés à des contrats suite à la terminaison d'un contrat	—	15 300	—
Acquisitions d'actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	<b>(74 568)</b>	(90 674)	(85 814)
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	—	5 251	—
Diminution des autres actifs à long terme	<b>2 677</b>	12 413	17 202
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies</b>	<b>(139 357)</b>	(106 277)	(701 020)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation de la facilité de crédit (note 8)	<b>746 170</b>	190 000	240 534
Remboursement de la facilité de crédit	<b>(158 944)</b>	(397 578)	(219 000)
Augmentation de la dette à long terme	—	—	257 604
Remboursement de la dette à long terme	<b>(13 124)</b>	(16 705)	(26 451)
Rachat d'actions subalternes classe A (déduction faite des coûts de rachat d'actions) (note 9)	<b>(926 145)</b>	(109 456)	—
Émission d'actions (déduction faite des coûts d'émission des actions) (note 9)	<b>57 963</b>	4 551	330 996
<b>Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement poursuivies</b>	<b>(294 080)</b>	(329 188)	583 683
<b>Incidence de la variation des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies</b>	<b>(854)</b>	(6 167)	186
<b>(Diminution nette) augmentation nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies</b>	<b>(124 730)</b>	39 077	113 046
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées (note 18)	—	759	4 068
<b>Espèces et quasi-espèces au début</b>	<b>240 459</b>	200 623	83 509
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN</b>	<b>115 729</b>	240 459	200 623

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 20)

Se reporter aux notes complémentaires.



# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 1. Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir l'impartition, l'intégration de systèmes et des services-conseils, des licences et des services d'entretien, de même qu'en gestion des processus d'affaires (« GPA ») afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace, tout en créant de la valeur ajoutée.

## 2. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 26. Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2006.

### MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

- i) L'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a révisé le chapitre 3831, *Opérations non monétaires*, qui s'applique aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ou après cette date. La modification de ce chapitre établit que des opérations non monétaires doivent être évaluées à la juste valeur sauf si l'opération ne présente aucune substance commerciale, si l'opération représente l'échange de stocks, si l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, et si la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.
- ii) L'ICCA a publié l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») 156, *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)*, qui fournit des indications aux sociétés qui accordent des incitatifs aux clients ou aux revendeurs sous forme d'argent comptant, de capitaux propres, de cadeaux gratuits, de coupons et autres. L'adoption du CPN 156 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés, car la Société a déjà adopté l'équivalent américain qui est *Emerging Issues Task Force 01-9, Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer*, publié en 2001.
- iii) L'ICCA a publié le CPN 157, *Droits variables implicites au regard de la NOC 15*, qui établit qu'il faut déterminer si l'entreprise publiante détient un droit variable dans une entité à détenteurs de droits variables ou dans une entité à détenteurs de droits variables potentielle, pour l'application de la note d'orientation concernant la comptabilité 15, *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*. L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.
- iv) L'ICCA a publié le CPN 159, *Obligations conditionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations*, qui fournit des indications quant au moment où une obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'immobilisations doit être constatée. L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits à titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de celles-ci. Les estimations importantes incluent, mais ne sont pas limitées à, la mesure de la provision pour des créances douteuses, les crédits d'impôt, les évaluations des actifs à long terme et de leur dépréciation, les impôts sur les bénéfices, les provisions et les éventualités ainsi que la constatation des revenus.

### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et les transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint, ci-après appelées des coentreprises, sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les sociétés associées, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Lorsque la Société n'exerce pas une influence notable, les participations sont comptabilisées au coût. La valeur comptable des participations est revue pour dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en GPA.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition, ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, iii) des licences de logiciels et iv) des services d'entretien. Les services en GPA incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, la livraison a eu lieu ou les services ont été rendus au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr. Si un accord inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'accord est divisée en unités de comptabilisation distinctes lorsque 1) la prestation fournie a une valeur en soi pour le client; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur de la ou des prestations non fournies; et 3) l'accord prévoit un droit de retour général relativement à la prestation fournie, et que l'exécution de la prestation non fournie est jugée probable et dépend pour l'essentiel du fournisseur. Si ces critères sont satisfaits, la contrepartie totale est répartie entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

### ENTENTES D'IMPARTITION ET DE GESTION DES PROCESSUS D'AFFAIRES

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources ainsi que sur les ententes à prix unitaire sont constatés à mesure que les services sont rendus au prix stipulé dans le contrat. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, alors la Société évalue s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

### SERVICES D'INTÉGRATION DE SYSTÈMES ET SERVICES-CONSEILS

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou les heures engagés pour mesurer le progrès de l'accomplissement des travaux. Cette méthode se fonde sur des évaluations des coûts ou des heures totaux prévus de la main-d'œuvre pour accomplir le service, qui sont comparés aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagés, pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations des coûts ou des heures totaux prévus de la main-d'œuvre. Les révisions des estimations sont reflétées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats axés sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les montants générés par ces ententes seront suffisamment importants pour atteindre la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

### LICENCES DE LOGICIELS ET ENTENTES D'ENTRETIEN

Les produits tirés des ententes de licences de logiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, que le recouvrement est probable, que les honoraires sont fixes ou qu'ils peuvent être établis et qu'il existe une preuve objective émanant du fournisseur de l'existence d'une entente, afin de permettre que le total des honoraires soit réparti entre les différentes composantes d'une entente. Les preuves objectives émanant du fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément.

Dans les cas où les services de mise en œuvre sont essentiels à la fonctionnalité du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation sur mesure, alors la Société constate les produits tirés des licences de logiciels selon la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre, tel que décrit précédemment.

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les produits tirés des services d'entretien des licences de logiciels vendues et mises en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

### TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des produits ou avant la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

### REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris ceux relatifs aux frais de déplacement et aux autres dépenses semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services.

### ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

### IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur les durées de vie utiles estimatives suivantes, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Bâtiments		10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail plus la première option de renouvellement	
Mobilier et agencements		3 à 10 ans
Matériel informatique		3 à 5 ans

### FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie et de production de documents fiscaux, la Société recueille les fonds aux fins de paiement des paies et des impôts; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients et aux autorités fiscales compétentes; produit les documents fiscaux et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de contrats d'impartition des services en TI et en GPA à long terme. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients à la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en espèces, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions allouées principalement sur une période de transition négociée au contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré à la juste valeur estimative émis à la date de l'octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré à la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré comme autres passifs à long terme. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre des contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé tel que décrit dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés transférés, et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en GPA, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plateformes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes de même que les frais de sous-traitance.

### ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent principalement les logiciels internes, les solutions d'affaires, les licences de logiciels et les relations clients.

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les logiciels internes, les solutions d'affaires et les licences de logiciels sont enregistrés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, opérationnelle et financière. Les solutions d'affaires et les licences de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur basée sur l'estimation de la capacité du produit à générer des revenus nets dans le futur. Les relations clients sont acquises lors de regroupements d'entreprises et sont enregistrées à leur juste valeur basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

La Société amortit les actifs incorporels à durée de vie limitée selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels internes	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 15 ans

### DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimés, non actualisés, sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une dépense est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable à un montant égal aux flux de trésorerie estimés et actualisés.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le coût d'acquisition dans les actifs corporels et incorporels acquis et dans les passifs pris en charge en fonction de la juste valeur de ces éléments à la date d'acquisition, avec l'excédent du coût d'acquisition alloué à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

### PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors de regroupement d'entreprises, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux occupés par les entreprises acquises, locaux que la Société compte quitter.

### BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options sur actions est établi en utilisant la méthode du rachat d'actions.

### FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Des frais de recherche totalisant 25 728 000 \$ (21 869 000 \$ en 2005 et 26 710 000 \$ en 2004) sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 68 905 000 \$ de frais directs de recherche et de développement de logiciels (78 200 000 \$ en 2005 et 64 500 000 \$ en 2004).

Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, opérationnelle et financière. Les frais de développement différés sont inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée. Des crédits d'impôt totalisant 925 000 \$ ont été comptabilisés en réduction de ces actifs pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006 (aucun en 2005 et 1 408 000 \$ en 2004).

### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou taxables entre les montants inscrits pour la présentation des états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux en vigueur ou pratiquement en vigueur pendant l'année où il est prévu que ces différences seront renversées. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### CONVERSION DES DEVICES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes avec des activités économiques largement indépendantes de la société mère, sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont accumulés et enregistrés à titre d'écart de conversion dans les capitaux propres. En conséquence des écarts découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères, l'écart de conversion a varié de 38 440 000 \$ et 92 124 000 \$ en 2006 et 2005, respectivement. Ces variations sont principalement attribuables à la conversion de l'écart d'acquisition libellé en dollars américains.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la société mère du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

### RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est enlevée du surplus d'apport et créditée au capital-actions.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

La Société a recours à des instruments financiers pour couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Les gains ou les pertes de change provenant de l'investissement net sont comptabilisés à titre d'écart de conversion. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net sont également comptabilisés à titre d'écart de conversion.

De temps en temps, la Société a aussi recours à des contrats à terme pour couvrir des entrées de fonds prévues dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société. Les gains ou les pertes de ces contrats à terme en devises, identifiés comme couverture pour des engagements formels et des prévisions de transaction, sont comptabilisés au coût des services et frais de vente et d'administration lorsque la transaction sous-jacente est réalisée.

L'efficacité de chaque couverture est testée périodiquement tout au long de l'exercice.

### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs et des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus aux fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. L'adoption de ce chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*, s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou les pertes non réalisés sur des placements susceptibles de vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les modifications concernant la présentation et la divulgation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À l'adoption de ce chapitre, les états financiers consolidés incluront un état du résultat étendu.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes qui précisent à quel moment il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, les pertes, les produits et les charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de ce chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

## 3. Débiteurs

	2006	2005
	\$	\$
Clients	376 383	357 679
Autres <sup>1</sup>	103 384	130 052
	479 767	487 731

<sup>1</sup> Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de la Cité du commerce électronique, de la Cité du multimédia, du Carrefour de la nouvelle économie, de RS&DE et à d'autres programmes de crédits d'impôt, d'un montant d'environ 80 943 000 \$ et 93 287 000 \$, en 2006 et 2005, respectivement.

La Société est définie comme une société admissible qui exerce des « activités admissibles » en vertu des modalités prévues dans les divers programmes de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, relativement aux salaires liés aux employés admissibles travaillant principalement dans des zones désignées dans la province de Québec, au Canada. La Société doit obtenir annuellement un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Ces programmes ont été conçus afin d'appuyer la création d'emplois et les efforts de revitalisation de certaines zones urbaines.

Pour être admissible à la majorité des crédits d'impôt, la Société a également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Initialement, les engagements financiers de la Société pour ces nouveaux locaux totalisaient 618 800 000 \$. Au 30 septembre 2006, le solde de ces engagements, qui s'étendent sur une période de deux à 17 ans, s'établissait à 487 819 000 \$.

Ces crédits sont calculés, selon des programmes différents, à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible. Pour la Cité du commerce électronique, le taux peut varier selon la création d'un nombre suffisant d'emplois au Québec. Le taux est établi en utilisant une formule prédéterminée et ne peut pas dépasser 35 % ou 12 500 \$. Au 30 septembre 2006, la Société est admissible à un remboursement en utilisant un taux de 35 %.

## 4. Immobilisations

	2006			2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiment	5 766	1 372	4 394	5 113	907	4 206
Améliorations locatives	124 031	40 811	83 220	105 779	26 858	78 921
Mobilier et agencements	28 596	16 315	12 281	24 979	13 286	11 693
Matériel informatique	69 253	49 116	20 137	60 330	38 762	21 568
	227 646	107 614	120 032	196 201	79 813	116 388

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 2 589 000 \$ (3 461 000 \$ en 2005), déduction faite de l'amortissement cumulé de 3 520 000 \$ (2 975 000 \$ en 2005).

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations proviennent de contrats de location-exploitation de locaux dans différents établissements qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état original à échéance des contrats. Le coût des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 364 000 \$ (2 469 000 \$ en 2005), qui est comptabilisé dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, a été basé sur des flux de trésorerie estimatifs et non actualisés de 3 400 000 \$ (3 600 000 \$ en 2005) et en utilisant le taux d'actualisation de 5,50 % (5,78 % en 2005). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 17 ans.



# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 5. Coûts liés à des contrats

	2006			2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	250 691	130 167	120 524	247 449	103 846	143 603
Coûts de transition	124 784	33 193	91 591	107 218	27 699	79 519
	375 475	163 360	212 115	354 667	131 545	223 122

## 6. Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

	2006		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	77 874	34 724	43 150
Solutions d'affaires	258 566	80 103	178 463
Licences de logiciels	120 557	78 373	42 184
Relations clients et autres	367 404	131 596	235 808
Actifs incorporels à durée de vie limitée	824 401	324 796	499 605
Frais de financement reportés			6 475
Régime de rémunération différée (note 23)			9 943
Autres			9 882
Autres actifs à long terme			26 300
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			525 905

	2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	75 088	31 056	44 032
Solutions d'affaires	230 854	51 160	179 694
Licences de logiciels	135 991	69 644	66 347
Relations clients et autres	382 111	103 819	278 292
Actifs incorporels à durée de vie limitée	824 044	255 679	568 365
Contrat de location-financement (note 19)			1 788
Frais de financement reportés			3 633
Régime de rémunération différée (note 23)			7 861
Autres			4 769
Autres actifs à long terme			18 051
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			586 416

L'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Logiciels internes	10 839	16 731	15 003
Solutions d'affaires	35 298	29 175	23 054
Licences de logiciels	29 983	31 653	33 905
Relations clients et autres	43 597	47 536	30 158
	119 717	125 095	102 120

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 7. Écart d'acquisition

La Société a choisi le 30 septembre comme date pour le test de dépréciation annuel. La Société a effectué le test de dépréciation annuel au 30 septembre 2006. D'après les résultats de ce test, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2006			2005		
	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 494 133	279 237	1 773 370	1 532 413	295 191	1 827 604
Acquisitions (note 17)	18 070	—	18 070	51 557	619	52 176
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 17)	(6 611)	119	(6 492)	(13 775)	12 269	(1 506)
Cession d'actifs (filiales en 2005) (note 17)	—	(13 172)	(13 172)	—	(16 152)	(16 152)
Écart de conversion	(28 533)	(5 357)	(33 890)	(76 062)	(12 690)	(88 752)
Solde à la fin	1 477 059	260 827	1 737 886	1 494 133	279 237	1 773 370

## 8. Dette à long terme

	2006	2005
	\$	\$
Notes principales en devises américaines et non garanties, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,14 %, remboursables par des versements de 94 863 000 \$ en 2009, de 97 004 300 \$ en 2011 et de 22 270 300 \$ en 2014 <sup>1</sup>	214 138	222 931
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 1,375 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 1,375 % et échéant en 2009 <sup>2</sup>	587 226	—
Obligation portant intérêt au taux de 1,60 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en 2008	5 777	9 214
Soldes des coûts d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, ne portant pas intérêt, remboursables en plusieurs versements jusqu'en 2008. Ces soldes ont été comptabilisés à leur valeur actualisée selon un taux de 7 %	4 399	7 241
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 8,28 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2008	781	2 005
Tranche de la dette à long terme de la coentreprise		
Emprunt à terme garanti, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés de 540 249 \$, portant intérêt au taux de 5,71 %, échéant en 2007	539	6 965
Autres emprunts portant intérêt au taux privilégié majoré de 1,75 %, remboursés durant l'année	—	684
Autres	399	660
	813 259	249 700
Tranche à court terme	8 242	14 899
	805 017	234 801

<sup>1</sup> La dette privée de 192 000 000 \$ US financée par des investisseurs institutionnels américains comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis, échéant en janvier 2009, 2011 et 2014, et a été émise le 29 janvier 2004, avec une échéance moyenne pondérée de 6,4 années. Les notes principales en devises américaines et non garanties contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Le 9 juin 2006, la Société a obtenu certaines modifications à la définition et aux méthodes de calculs des ratios des notes principales en devises américaines et non garanties en ce qui concerne les ratios financiers. Le taux initial d'intérêt fixe moyen pondéré du coupon était de 4,97 %. À la suite de la modification de l'entente, le taux a augmenté à 5,14 %. Au 30 septembre 2006, la Société respecte ces ratios financiers.



# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 8. Dette à long terme (suite)

<sup>2</sup> La Société possède une entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 000 000 000 \$, qui expire en décembre 2009. Cette entente se compose d'une tranche canadienne d'une valeur de 850 000 000 \$ ainsi que d'une tranche américaine d'une valeur équivalant à 150 000 000 \$. Le taux d'intérêt imposé est établi en fonction de la devise dans laquelle les sommes ont été tirées. Au 30 septembre 2006, un montant de 590 000 000 \$ a été tiré sur cette facilité. Un montant de 27 975 400 \$ a également été mis en garantie en regard de cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. Des frais de financement de 3 572 000 ont été engagés durant l'année et ont été comptabilisés sous la rubrique Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. En plus de cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de lignes de crédit totalisant 25 000 000 \$ et 2 000 000 £. Au 30 septembre 2006, aucun montant n'avait été tiré sur ces facilités. La facilité de crédit contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Le 21 avril 2006, la Société a obtenu certaines modifications à la définition et aux méthodes de calcul des ratios en tenant compte de l'incidence du plan de réorganisation sur la facilité de crédit renouvelable non garantie. Au 30 septembre 2006, la Société respecte ces ratios financiers.

Les remboursements du capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :		\$
2007		7 626
2008		3 488
2009		94 863
2010		587 226
2011		97 005
Suivants		22 270
Total des remboursements du capital sur la dette à long terme		812 478

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :	CAPITAL	INTÉRÊTS	PAIEMENT
	\$	\$	\$
2007	616	29	645
2008	165	5	170
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	781	34	815

## 9. Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 9. Capital-actions (suite)

Au cours de 2006, 2005 et 2004, les actions subalternes classe A et classe B ont évolué comme suit :

	ACTIONS SUBALTERNES CLASSE A		ACTIONS CLASSE B		TOTAL	
	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE \$	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE \$	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE \$
Solde au 30 septembre 2003	368 236 503	1 435 763	33 772 168	44 868	402 008 671	1 480 631
Émises en contrepartie d'espèces <sup>1</sup>	41 340 625	330 725	—	—	41 340 625	330 725
Émises en contrepartie d'acquisitions d'entreprises (note 17)	136 112	1 020	—	—	136 112	1 020
Options levées	1 007 651	7 854	—	—	1 007 651	7 854
Solde au 30 septembre 2004	410 720 891	1 775 362	33 772 168	44 868	444 493 059	1 820 230
Rachetées et annulées <sup>2</sup>	(14 078 360)	(60 998)	—	—	(14 078 360)	(60 998)
Rachetées et non annulées <sup>2</sup>	—	(3 665)	—	—	—	(3 665)
Options levées <sup>3</sup>	805 798	7 406	—	—	805 798	7 406
Solde au 30 septembre 2005	397 448 329	1 718 105	33 772 168	44 868	431 220 497	1 762 973
Rachetées et annulées <sup>2</sup>	(108 315 500)	(466 994)	—	—	(108 315 500)	(466 994)
Rachetées et non annulées <sup>2</sup>	—	(4 028)	—	—	—	(4 028)
Options levées <sup>3</sup>	1 220 820	11 818	—	—	1 220 820	11 818
Options levées en contrepartie de bons de souscription <sup>4</sup>	7 021 096	60 260	546 131	3 577	7 567 227	63 837
Converties en contrepartie de bons de souscription <sup>4</sup>	110 140	721	(110 140)	(721)	—	—
<b>Solde au 30 septembre 2006</b>	<b>297 484 885</b>	<b>1 319 882</b>	<b>34 208 159</b>	<b>47 724</b>	<b>331 693 044</b>	<b>1 367 606</b>

<sup>1</sup> Le 3 mai 2004, la Société a émis 41 340 625 actions subalternes classe A dans le public et à BCE Inc. (« BCE ») pour un produit en espèces de 330 725 000 \$ avant les coûts liés à l'émission des actions de 5 489 000 \$ (déduction faite de l'économie d'impôts sur les bénéfices de 2 466 000 \$).

<sup>2</sup> Le 31 janvier 2006, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société détenues dans le public. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société d'acheter jusqu'à 29 288 443 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 3 février 2006 et doit se terminer au plus tard le 2 février 2007, ou plus tôt si la Société complète le rachat ou décide de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. En 2005, sous un programme similaire, 27 834 417 actions subalternes classe A pouvaient être rachetées entre le 3 février 2005 et le 2 février 2006. En 2006, la Société a racheté 8 374 400 actions subalternes classe A (14 896 200 en 2005), pour une contrepartie de 59 631 000 \$ (116 439 000 \$ en 2005). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées au montant de 22 364 000 \$ (51 978 000 \$ en 2005) a été enregistré dans les bénéfices non répartis. Au 30 septembre 2006, 905 100 actions subalternes classe A rachetées (846 200 en 2005) d'une valeur comptable de 4 028 000 \$ (3 665 000 \$ en 2005) et d'une valeur de rachat de 6 661 000 \$ (7 185 000 \$ en 2005) étaient détenues par la Société et étaient payées et annulées après la fin d'exercice.

Le 12 janvier 2006, la Société a conclu une transaction en vertu de laquelle la Société rachète de BCE, pour annulation, 100 000 000 d'actions subalternes classe A au prix de 8,5923 \$ par action, pour un montant total de 859 230 000 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, qui s'élève à 425 475 000 \$, de même que le coût de rachat des actions de 6 760 000 \$ ont été comptabilisés dans les bénéfices non répartis.

En 2005, la Société a reçu et annulé 28 360 actions subalternes classe A pour une contrepartie de 202 000 \$ à titre de règlement d'un débiteur comptabilisé en 2003 dans le cadre d'une acquisition d'entreprise.

<sup>3</sup> La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 3 421 000 \$ (2 855 000 \$ en 2005) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur des exercices d'options liées à la rémunération à base d'actions ainsi qu'à des acquisitions.

<sup>4</sup> Le 22 mars 2006, un bon de souscription a été exercé par un porteur pour racheter 4 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 26 200 000 \$. La valeur comptable de ces actions subalternes classe A inclut un montant de 14 271 000 \$ qui a été enregistré auparavant sous la rubrique Bons de souscription. Le 6 avril 2006, les bons de souscription ont été exercés par un autre porteur, donnant lieu à une émission de 3 021 096 actions subalternes classe A et de 110 140 actions classe B de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 20 510 000 \$. Au même moment, ce porteur convertit 110 140 actions classe B en 110 140 actions subalternes classe A, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 721 000 \$. De plus, le 28 avril 2006, les actionnaires des actions classe B de la Société ont exercé leurs bons de souscription totalisant 435 991 actions classe B au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 2 856 000 \$.

## 10. Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription

### A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du Régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises un an à compter de la date d'octroi et sont conditionnelles à l'atteinte d'objectifs et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 10. Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription (suite)

Au 30 septembre 2006, 39 923 069 actions subalternes classe A ont été réservées pour émission en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006		2005		2004	
	PRIX DE LEVÉE MOYEN		PRIX DE LEVÉE MOYEN		PRIX DE LEVÉE MOYEN	
	NOMBRE D'OPTIONS	PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PONDÉRÉ PAR ACTION
	\$		\$		\$	
En cours au début de l'exercice	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20	20 459 515	9,69
Octroyées	8 738 601	8,06	5 079 636	8,48	7 577 166	7,90
Levées	(1 220 820)	6,87	(805 798)	5,61	(1 007 651)	5,61
Éteintes ou échues	(4 099 724)	9,27	(3 272 484)	11,60	(1 491 730)	9,71
En cours à la fin de l'exercice	29 956 711	8,57	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	21 588 443	8,80	21 308 252	8,89	16 492 063	9,93

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2006 :

	OPTIONS EN COURS			OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES		
	DURÉE CONTRACTUELLE À COURIR MOYENNE			PRIX DE LEVÉE MOYEN		
	NOMBRE D'OPTIONS	PONDÉRÉE (EN ANNÉES)	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PONDÉRÉE	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ
FOURCHETTE DES PRIX DE LEVÉE	\$			\$		
1,64 à 2,32	151 487	4	2,23	151 487	2,23	
4,19 à 6,98	5 537 899	7	6,40	3 003 220	6,20	
7,00 à 7,87	5 756 590	7	7,74	5 719 755	7,74	
8,00 à 8,99	14 537 769	7	8,62	8 831 015	8,67	
9,05 à 10,53	1 752 228	4	9,85	1 662 228	9,87	
11,34 à 14,85	910 163	2	13,45	910 163	13,45	
15,01 à 20,60	1 287 435	3	16,24	1 287 435	16,24	
24,51 à 26,03	23 140	3	25,99	23 140	25,99	
	29 956 711	7	8,57	21 588 443	8,80	

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
Rémunération à base d'actions (\$)	12 895	20 554	25 559
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	36,13	45,80	47,40
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,97	3,92	3,93
Durée de vie prévue (années)	5	5	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	3,13	3,85	3,68

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 10. Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription (suite)

### B) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2003 :

	\$
Solde au 30 septembre 2003	26 414
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(2 094)
Juste valeur des options octroyées	25 559
Solde au 30 septembre 2004	49 879
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(1 136)
Coût de rémunération lié aux options levées	(1 719)
Juste valeur des options octroyées	20 554
Solde au 30 septembre 2005	67 578
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(152)
Coût de rémunération lié aux options levées	(3 269)
Juste valeur des options octroyées	12 895
Valeur comptable des bons de souscription échus <sup>1</sup>	5 384
<b>Solde au 30 septembre 2006</b>	<b>82 436</b>

<sup>1</sup> Le 13 juin 2006, 1 118 210 bons de souscription d'un des porteurs sont venus à échéance, engendrant un transfert de leur valeur comptable de 5 384 000 \$ des rubriques Bons de souscription au Surplus d'apport.

### C) BONS DE SOUSCRIPTION

Dans le cadre de la conclusion d'un contrat d'impartition stratégique et d'une acquisition d'entreprise en 2001, la Société a octroyé des bons de souscription permettant aux porteurs d'acquérir jusqu'à 5 118 210 actions subalternes classe A. Les prix de levée ont été déterminés selon le cours de clôture moyen des actions subalternes classe A à une date donnée et durant un certain nombre de jours avant et après les dates respectives auxquelles les opérations ont eu lieu.

Outre les bons de souscription visant l'achat d'un maximum de 5 118 210 actions subalternes classe A mentionnés ci-dessus (les « bons de souscription initiaux »), la Société a émis à l'intention des actionnaires majoritaires et de BCE des bons de souscription leur permettant d'acquérir au total un maximum de 3 865 014 actions subalternes classe A et 697 044 actions classe B conformément aux droits de préemption établis dans les statuts constitutifs de la Société selon des modalités essentiellement identiques à celles des bons de souscription initiaux.

Au 30 septembre 2006, tous ces bons de souscription étaient venus à échéance ou avaient été exercés.

## 11. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006			2005			2004		
	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS			NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS			NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS		
	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	EN CIRCULATION <sup>1</sup> (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	146 533	362 783 618	0,40	216 488	439 349 210	0,49	194 041	419 510 503	0,46
Options dilutives <sup>2</sup>	—	1 224 463	—	—	1 077 743	—	—	1 994 835	—
Bons de souscription dilutifs <sup>2</sup>	—	698 575	—	—	1 146 559	—	—	1 595 014	—
	146 533	364 706 656	0,40	216 488	441 573 512	0,49	194 041	423 100 352	0,46

<sup>1</sup> Les 108 374 400 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'année (14 924 560 en 2005 et aucune en 2004) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

<sup>2</sup> Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 18 255 009, 22 140 883 et 13 194 520 pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004, respectivement. Le nombre de bons de souscription exclus était néant pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006 et de 2 113 041 pour les exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004, respectivement.

## 12. Amortissement

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	35 138	41 420	46 804
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	14 914	14 502	9 633
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée (note 6)	119 717	125 095	102 120
Radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée <sup>1</sup>	997	18 266	4 034
	170 766	199 283	162 591
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	24 294	28 314	29 734
Radiation des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits) <sup>1</sup>	2 308	3 336	—
	197 368	230 933	192 325
Amortissement des autres actifs à long terme (présenté dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et dans les intérêts sur la dette à long terme)	2 392	1 032	393
	199 760	231 965	192 718

<sup>1</sup> Les radiations des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée sont reliées à certains actifs dont le rendement est insuffisant et desquels aucun avantage futur n'est prévu.

## 13. Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découle du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Au 30 septembre 2006, environ 1 000 postes ont été abolis. En vertu de l'accord signé le 12 janvier 2006 entre BCE et la Société, BCE a accepté de partager les coûts de cessation d'emploi applicables au-delà de 100 suppressions de postes, et sa contribution maximale a été établie à 10 000 000 \$.

Le montant qui sera engagé à la suite du plan de réorganisation s'élèvera approximativement à 90 000 000 \$, dont 57 000 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE) pour la cessation d'emploi et 33 000 000 \$ pour la consolidation et la fermeture d'installations. Le montant de 90 000 000 \$ sera réparti par segment comme suit : 70 300 000 \$ pour les services en TI, 8 000 000 \$ pour les services en GPA et 11 700 000 \$ pour le Siège social.

Le tableau suivant présente les détails des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques enregistrés dans les états des résultats au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2006 :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Services en TI	50 734	12 747	63 481
GPA	2 343	315	2 658
Siège social	7 894	2 754	10 648
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Contribution de BCE <sup>1</sup>	(9 521)	-	(9 521)
Total des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	51 450	15 816	67 266

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2006, la Société recevra un montant de 2 177 000 \$ de BCE.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 13. Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (suite)

Le tableau suivant présente les composantes de la provision pour des frais de réorganisation, inclus dans la rémunération à payer, les créiteurs et charges à payer, ainsi que les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2005	-	-	-
Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Écart de conversion	60	(33)	27
Paiements effectués en 2006	(52 429)	(9 027)	(61 456)
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	(1 311)	(1 311)
<b>Solde au 30 septembre 2006<sup>1</sup></b>	<b>8 602</b>	<b>5 445</b>	<b>14 047</b>

<sup>1</sup> Du solde restant, 8 602 000 \$ sont inclus dans la rémunération à payer, 3 855 000 \$ sont inclus dans les créiteurs et charges à payer et 1 590 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

## 14. Vente de droit

Le 15 juin 2005, la Société a conclu une entente avec une institution financière, en vertu de laquelle, en échange d'une contrepartie de 13 500 000 \$, la Société a cédé à cette institution financière le droit d'accès aux coopératives canadiennes de crédit («coopératives de crédit»), clientes de la Société, dans le but de leur offrir ses solutions d'affaires. Une tranche de 2 500 000 \$ de cette contrepartie a été comptabilisée à titre de produits reportés à long terme, inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, et sera imputée aux résultats lorsque certaines conditions seront remplies. Un montant additionnel pouvant aller jusqu'à un maximum de 10 000 000 \$ pourrait être reçu par la Société, selon le nombre de coopératives de crédit clientes qui feront la transition vers la solution d'affaires proposée par l'institution financière. La Société continuera à servir ou à travailler pour les coopératives de crédit avec ses solutions et méthodologies actuelles jusqu'à ce que la transition soit complétée. À la suite de cette transaction, les coûts liés à des contrats et les solutions d'affaires liés aux coopératives de crédit ont été dépréciés de 5 106 000 \$ et 4 495 000 \$, respectivement, et présentés à titre de dépense d'amortissement.

## 15. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts s'établit comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Exigibles	105 198	78 476	57 615
Futurs	(34 225)	35 650	55 626
	<b>70 973</b>	<b>114 126</b>	<b>113 241</b>

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 15. Impôts sur les bénéfices (suite)

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2006	2005	2004
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire du Canada	31,7	31,0	31,5
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	2,5	3,7	2,1
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(4,0)	(3,1)	(1,9)
Options sur actions non déductibles	1,9	1,9	2,9
Autres éléments non déductibles	1,0	0,3	0,8
Incidence sur le solde d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	(0,9)	-	-
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôts découlant des pertes	-	0,1	0,9
Autres	0,4	0,3	1,6
Taux d'imposition effectif	32,6	34,2	37,9

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit au 30 septembre :

	2006	2005
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux intégrations et créditeurs et charges à payer	29 676	37 373
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	78 901	82 132
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	2 194	946
Rémunération à payer	21 516	19 263
Provision pour créances douteuses	1 359	2 241
Coût d'émission d'actions	1 394	2 865
Autres	5 766	4 628
	140 806	149 448
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	240 552	253 134
Travaux en cours	14 536	28 092
Écart d'acquisition	15 577	10 699
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	26 545	32 400
Autres	3 996	15 043
	301 206	339 368
Provision pour moins-value	24 641	27 507
Impôts futurs, montant net	(185 041)	(217 427)

Les impôts futurs sont classés comme suit :

	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	33 728	22 118
Actifs d'impôts futurs à long terme	25 127	46 601
Passifs d'impôts futurs à court terme	(30 384)	(47 163)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(213 512)	(238 983)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(185 041)	(217 427)

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 15. Impôts sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2006, la Société dispose de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation totalisant 213 614 000 \$ venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2022. La Société a constaté des économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes de 78 901 000 \$ et a constaté une provision pour moins-value de 24 641 000 \$ en relation avec ces pertes dans la mesure où il a été établi que leur réalisation est improbable. Si cette provision pour moins-value se renverse, l'écart d'acquisition serait réduit d'approximativement 23 356 000 \$ et la dépense d'impôt sur le revenu serait réduite de 1 285 000 \$ approximativement.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société ne serait imposé que s'il était rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôt futur sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces revenus non distribués sous une forme imposable, telle qu'une vente de l'investissement ou en recevant des dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

## 16. Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt comptabilisés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 059 424	3 218 668	2 739 927
Crédits d'impôt (note 3)	(62 903)	(67 110)	(62 531)
	2 996 521	3 151 558	2 677 396

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a comptabilisé les résultats d'exploitation des entreprises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

### TRANSACTIONS EN 2006

#### a) Acquisitions

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- Plaut Consulting SAS (« Plaut ») – Le 1<sup>er</sup> juin 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une société française de conseil en gestion et nouvelles technologies. Reconnue pour son expertise dans la mise en œuvre de solutions SAP, Plaut accompagne de nombreux grands groupes industriels dans leurs projets de transformation des organisations et des systèmes d'information.
- Pangaea Systems Inc. (« Pangaea ») – Le 1<sup>er</sup> mars 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une entreprise de services en technologies de l'information située en Alberta, au Canada. Pangaea est spécialisée en développement de solutions Internet et de services connexes pour le secteur public principalement, ainsi que pour les secteurs de l'énergie et des services financiers.
- ERS Informatique Inc. (« ERS ») – Le 7 avril 2006, l'une des coentreprises de la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'une société de services en technologie de l'information située au Québec, au Canada. ERS se spécialise dans le développement de logiciels d'applications, destinés principalement au secteur public.



# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La répartition définitive des prix d'acquisition devrait être établie dès que la direction de la Société aura recueilli toutes les informations importantes jugées être disponibles et considérées comme nécessaires pour achever cette répartition.

	PLAUT	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(580)	(2 298)	(2 878)
Immobilisations	28	656	684
Relations clients et autres	5 565	358	5 923
Écart d'acquisition <sup>1</sup>	11 328	6 742	18 070
Prise en charge de la dette à long terme	—	(80)	(80)
Impôts futurs	1 698	738	2 436
	18 039	6 116	24 155
Prise en charge du découvert bancaire	(300)	(49)	(349)
Actifs nets acquis	17 739	6 067	23 806
Contrepartie			
Espèces	16 052	5 161	21 213
Soldes du prix d'acquisition	1 242	516	1 758
Coûts d'acquisition	445	390	835
	17 739	6 067	23 806

<sup>1</sup> L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2006, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, la Société a établi une provision pour un montant de 936 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 1 518 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

### b) Cessions

Le 31 décembre 2005, la Société a vendu ses actifs de commutation électronique à Everlink Payment Services Inc. pour une contrepartie en espèces de 27 559 000 \$. Les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 13 172 000 \$ et la transaction a entraîné un gain de 10 475 000 \$.

### c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour American Management Systems, Incorporated (« AMS ») et COGNICASE Inc. (« Cognicase »), les éléments de passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les crédettes et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE	D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2005	57 118	5 194	62 312	
Ajustements de la provision initiale <sup>1</sup>	(10 188)	(1 688)	(11 876)	
Écart de conversion	(998)	152	(846)	
Payé pendant l'exercice 2006	(10 922)	(1 371)	(12 293)	
<b>Solde au 30 septembre 2006<sup>2</sup></b>	<b>35 010</b>	<b>2 287</b>	<b>37 297</b>	

<sup>1</sup> Enregistrés comme diminution de l'écart d'acquisition

<sup>2</sup> Du solde restant, 8 212 000 \$ sont inclus dans les crédettes et charges à payer et 29 085 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

### d) Modifications de la répartition des prix d'acquisition

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations et de l'encaisse de 4 477 000 \$, 8 661 000 \$ et 1 087 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients, de la dette à long terme et des éléments hors caisse du fonds de roulement de 325 000 \$, 463 000 \$ et 3 533 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 6 492 000 \$.

### e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2006, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 136 000 \$.

#### TRANSACTIONS EN 2005

##### a) Acquisitions

La Société a augmenté sa participation dans l'une de ses coentreprises et a réalisé cinq acquisitions, dont les plus importantes ont été les suivantes :

– AGTI Services Conseils Inc. (« AGTI ») – Le 1<sup>er</sup> décembre 2004, la Société a fait l'acquisition du solde restant des actions en circulation d'une entreprise montréalaise de services-conseils en technologies de l'information qui se spécialise dans le domaine des affaires et des TI, la gestion de projets et du changement et l'amélioration de la productivité. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat en plusieurs étapes. La Société détenait auparavant 49 % des actions en circulation d'AGTI et comptabilisait cet investissement en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle.

– MPI Professionals (« MPI ») – Le 10 août 2005, la Société a fait l'acquisition de la presque totalité des actifs de MPI, qui offre des services de gestion de projets dans le secteur des services financiers.

– Silver Oak Partners Inc. (« Silver Oak ») – Le 2 septembre 2005, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Silver Oak, qui est un important fournisseur de solutions de gestion des dépenses dans les secteurs public et commercial.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La Société a complété subséquemment la répartition des prix d'acquisition et ces modifications sont présentées dans l'année suivant l'acquisition à la note d).

	AGTI	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 302)	(397)	(1 699)
Immobilisations	368	521	889
Logiciels internes	9	17	26
Solutions d'affaires	–	7 315	7 315
Relations clients et autres	17 493	7 918	25 411
Écart d'acquisition <sup>1</sup>	32 471	19 705	52 176
Impôts futurs	(4 561)	(2 272)	(6 833)
	44 478	32 807	77 285
Situation de trésorerie acquise	2 702	2 569	5 271
Actifs nets acquis	47 180	35 376	82 556
Contrepartie			
Espèces	47 067	26 707	73 774
Soldes du prix d'acquisition	–	8 450	8 450
Coûts d'acquisition	113	219	332
	47 180	35 376	82 556

<sup>1</sup> Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 5 649 000 \$.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2005, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, la Société a établi une provision pour un montant de 2 736 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 1 637 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

### b) Cessions

Le 25 janvier 2005, la Société a cédé son investissement dans Nexxlink Technologies Inc. au prix de 6,05 \$ par action pour une contrepartie totale de 20 849 000 \$, entraînant un gain avant impôts de 4 216 000 \$. Cet investissement était comptabilisé auparavant selon la méthode de la valeur de consolidation, donnant lieu à un revenu d'investissement de 321 000 \$ et de 488 000 \$ en 2005 et 2004, respectivement.

Le 8 mars 2005, la Société a vendu les principaux actifs d'Entreprises Keyfacts Canada Inc. (« Keyfacts »), une filiale à part entière de la Société, pour une contrepartie totale de 3 524 000 \$ incluant une balance de prix de vente de 1 000 000 \$, reçue en 2006. Les actifs nets cédés incluaient un écart d'acquisition de 2 082 000 \$. La transaction a donné lieu à une perte nette de 1 580 000 \$.

Le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et de sa gamme de produits CyberSuite pour une contrepartie de 29 186 000 \$ (24 000 000 \$ US) incluant une balance de prix de vente de 2 189 000 \$ (1 800 000 \$ US). La vente de ces actifs nets, qui incluaient 14 070 000 \$ d'écart d'acquisition, a donné lieu à une perte nette de 1 419 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2005, un ajustement au prix de vente a été fait et a entraîné une augmentation de la perte nette de 296 000 \$ (239 000 \$ US) déduction faite d'une économie d'impôt de 174 000 \$ (140 000 \$ US) et une diminution de la balance de prix de vente de 470 000 \$ (379 000 \$ US). La balance de prix de vente a été perçue en 2006.

### c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2004	68 977	20 250	89 227
Ajustements à la provision initiale <sup>1</sup>	7 091	3 230	10 321
Écart de conversion	(4 458)	(1 096)	(5 554)
Payé pendant l'exercice 2005	(14 492)	(17 190)	(31 682)
Solde au 30 septembre 2005 <sup>2</sup>	57 118	5 194	62 312

<sup>1</sup> Enregistrés comme augmentation de l'écart d'acquisition.

<sup>2</sup> Du solde restant, 21 596 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 40 716 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

### d) Modifications de la répartition des prix d'acquisition

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution nette des éléments hors caisse du fonds de roulement et des immobilisations de 23 080 000 \$ et 1 895 000 \$, respectivement, et une augmentation nette des actifs d'impôts futurs, des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et des espèces de 6 227 000 \$, 17 648 000 \$ et 2 606 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 1 506 000 \$. De plus, un montant de 12 500 000 \$ d'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'AMS a été reclassé du secteur d'affaires des services en TI au secteur d'affaires de la GPA.

### TRANSACTIONS EN 2004

#### a) Acquisitions

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- AMS – Le 3 mai 2004, la Société a fait l'acquisition de toutes les actions en circulation d'AMS, un fournisseur de services-conseils en gestion et en TI qui offre ses services aux gouvernements, au secteur de la santé, aux institutions financières et aux sociétés de communications.
- Autres – Le 28 octobre 2003, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Apex Consulting Group Inc., une société offrant des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, en mettant l'accent sur l'amélioration des processus d'affaires et sur les nouvelles technologies. Le 14 janvier 2004, la Société a acquis certains éléments d'actif de GDS & Associates Systems Ltd, qui fournit des services d'intégration de systèmes et des services-conseils à des clients appartenant principalement au secteur gouvernemental.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La Société a complété subséquemment la répartition des prix d'acquisition et ces modifications sont présentées dans l'année suivant l'acquisition à la note d).

	AMS \$	AUTRES \$	TOTAL \$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(200 439)	(936)	(201 375)
Immobilisations	13 475	459	13 934
Logiciels internes	7 129	—	7 129
Solutions d'affaires	83 814	—	83 814
Licences de logiciels	7 916	—	7 916
Relations clients et autres	177 800	3 452	181 252
Autres actifs à long terme	3 881	—	3 881
Impôts futurs	13 659	12	13 671
Écart d'acquisition <sup>1</sup>	549 519	6 940	556 459
Prise en charge de la dette à long terme	—	(70)	(70)
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	(72 760)	—	(72 760)
	583 994	9 857	593 851
Situation de trésorerie acquise	616 237	224	616 461
Actifs nets acquis	1 200 231	10 081	1 210 312
Contrepartie			
Espèces	1 179 156	8 449	1 187 605
Coûts d'acquisition	21 075	612	21 687
Émission de 136 112 actions subalternes classe A <sup>2</sup>	—	1 020	1 020
	1 200 231	10 081	1 210 312

<sup>1</sup> Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 35 749 000 \$.

<sup>2</sup> La valeur des actions émises en contrepartie de l'acquisition d'entreprise a été déterminée en fonction du prix de clôture moyen de l'action à la Bourse de Toronto sur une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités du regroupement d'entreprises ont été acceptées et annoncées.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2004, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, elle a établi une provision pour un montant de 43 290 000 \$ relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 96 981 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

### b) Cessions

La Société a vendu ses actifs afférents aux services d'information du groupe Service bancaire et investissement, une des divisions présentées dans les activités abandonnées, pour une contrepartie en espèces de 47 000 000 \$. Cette transaction a donné lieu à un gain à la cession de 11 217 000 \$ après impôts et une réduction de l'écart d'acquisition de 20 355 000 \$.

La Société a vendu trois autres divisions, qui étaient classées dans les activités abandonnées, pour une contrepartie totale de 40 350 000 \$, se composant de 17 560 000 \$ en espèces, d'un solde de prix de vente de 6 000 000 \$, d'un billet portant intérêt de 2 750 000 \$, de la prise en charge de passifs pour un montant de 540 000 \$ et de 13 500 000 \$ en actions ordinaires de Nexxlink Technologies Inc. Ces transactions ont entraîné une perte d'environ 1 400 000 \$.

La Société a vendu sa participation dans une coentreprise ainsi que des actifs d'une valeur négligeable pour une contrepartie en espèces de 4 260 000 \$, déduction faite de 4 235 000 \$ en espèces cédées. Ces transactions se sont traduites par un gain peu important.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

### c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE	D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2003	41 029	9 580	50 609	
Nouveaux passifs liés aux intégrations	43 102	96 360	139 462	
Ajustements à la provision initiale <sup>1</sup>	678	(5 963)	(5 285)	
Écart de conversion	(3 028)	(6 817)	(9 845)	
Payé pendant l'exercice 2004	(12 804)	(72 910)	(85 714)	
Solde au 30 septembre 2004 <sup>2</sup>	68 977	20 250	89 227	

<sup>1</sup> Enregistrés comme réduction de l'écart d'acquisition.

<sup>2</sup> Du solde restant, 37 631 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 51 596 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

### d) Modifications de la répartition des prix d'acquisition

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution nette de l'écart d'acquisition de 11 326 000 \$ ainsi qu'à une augmentation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, des actifs d'impôts futurs et d'une contrepartie reçue en espèces de 8 058 000 \$, 115 000 \$ et 3 153 000 \$, respectivement.

## 18. Activités abandonnées

Il n'y a pas eu d'activités abandonnées en 2006.

Le 8 mars 2005, la Société a cédé les principaux actifs de Keyfacts, une filiale à part entière de la Société. Keyfacts est un fournisseur de services de recherche et de récupération d'informations aux fins d'enquêtes.

De plus, le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et sa gamme de produits CyberSuite, qui fournit des services administratifs bancaires de traitement de base aux coopératives de crédit aux États-Unis.

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits	—	17 495	77 930
Charges d'exploitation	—	12 585	56 955
Amortissement	—	610	3 708
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	—	4 300	17 267
Impôts sur les bénéfices	—	7 510	8 612
(Perte nette) bénéfice net tiré des activités abandonnées	—	(3 210)	8 655
Liquidités nettes provenant des activités d'exploitation	—	759	2 924
Liquidités nettes provenant des activités d'investissement	—	—	1 174
Liquidités nettes affectées aux activités de financement	—	—	(30)
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	—	759	4 068

Les activités abandonnées ont été incluses dans le secteur des services en GPA en 2005 et dans les deux secteurs, GPA et TI, en 2004. Au 30 septembre 2005, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées ont été réduites d'un gain à la cession avant impôts de 5 012 000 \$ (17 267 000 \$ en 2004). De plus, les impôts sur les bénéfices ne présentent pas des taux d'impôt proportionnels aux bénéfices, car la vente inclut un écart d'acquisition de 16 152 000 \$ qui n'a pas de valeur fiscale (23 658 000 \$ en 2004).

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 19. Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part de l'exploitation des coentreprises revenant à la Société incluse dans les états financiers consolidés s'établit comme suit :

	2006	2005	
	\$	\$	
<b>BILANS</b>			
Actifs à court terme	41 646	53 559	
Actifs à long terme	16 407	19 429	
Passifs à court terme	18 285	29 069	
Passifs à long terme	2 029	7 226	
	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
<b>ÉTATS DES RÉSULTATS</b>			
Produits	90 122	86 916	138 570
Charges	82 191	78 011	129 923
Bénéfice net	7 931	8 905	8 647
<b>ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	1 578	28 634	5 247
Activités d'investissement	(13 955)	(23 205)	(17 008)
Activités de financement	1 430	8 147	599

### CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT

Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, l'une des coentreprises de la Société, agissant en tant que bailleur, a conclu avec l'un de ses principaux clients, un contrat de location d'une durée de 50 mois portant sur des actifs liés à la technologie et à des systèmes informatiques, dans le cadre d'un contrat d'impartition en cours. Le contrat de location a été comptabilisé en tant que contrat de location-financement. Au 30 septembre 2006, la tranche restante de 1 796 000 \$ est comprise dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme. Au 30 septembre 2005, 12 434 000 \$ étaient inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme et 1 788 000 \$ inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. Le taux d'intérêt effectif du contrat de location s'établit à 5,02 %.

## 20. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Débiteurs	6 771	62 687	41 151
Travaux en cours	14 659	(1 150)	(25 211)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(12 010)	13 921	1 238
Créditeurs et charges à payer	(16 956)	(89 503)	(96 537)
Rémunération à payer	3 699	(3 601)	(39 143)
Produits reportés	(14 848)	13 519	16 892
Impôts sur les bénéfices	11 314	(6 449)	(109 766)
	(7 371)	(10 576)	(211 376)

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 20. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités poursuivies s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(3 006)	—	—
Créditeurs et charges à payer	(524)	7 185	—
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	—	—	7 583
	(3 530)	7 185	7 583
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	—	—	(1 020)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises	—	—	13 500
Acquisitions d'immobilisations	—	—	(1 393)
Païement des coûts liés à des contrats	—	—	(7 583)
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	3 006	(11 050)	(13 500)
	3 006	(11 050)	(9 996)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	—	11 050	1 393
Émission d'actions	—	—	1 020
Rachat d'actions subalternes classe A	524	(7 185)	—
	524	3 865	2 413

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Intérêts payés	40 255	17 965	21 477
Impôts sur les bénéfices payés	61 365	66 534	143 405

## 21. Information sectorielle

La Société compte les deux secteurs d'affaires suivants (outre l'unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en GPA.

L'orientation de ces secteurs est présentée ci-dessous :

— Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Les professionnels et les centres d'excellence de la Société situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires aux clients de la Société dans le cadre de modèle de la Société de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.

— Le secteur des services en GPA gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 21. Information sectorielle (suite)

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

	2006		
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL
	\$	\$	\$
Produits	3 061 513	416 110	—
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	334 044	55 207	(78 915)
Total de l'actif	2 861 325	599 021	231 686

3 477 623

<sup>1</sup> L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 165 522 000 \$, 22 556 000 \$ et 11 682 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006.

	2005		
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL
	\$	\$	\$
Produits	3 239 656	446 330	—
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées <sup>1</sup>	360 379	70 401	(84 635)
Total de l'actif	2 938 386	676 626	371 647

3 685 986

<sup>1</sup> L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 191 002 000 \$, 30 921 000 \$ et 10 042 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005.

	2004		
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL
	\$	\$	\$
Produits	2 721 306	428 764	—
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées <sup>1</sup>	326 043	72 394	(88 354)
Total de l'actif	3 283 949	708 649	323 917

4 316 515

<sup>1</sup> L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 168 931 000 \$, 15 904 000 \$ et 7 883 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2004.

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction des secteurs d'affaires :

	2006	2005
	\$	\$
Immobilisations		
Services en TI	77 155	70 693
GPA	12 584	15 595
Siège social	30 293	30 100
	120 032	116 388

Les conventions comptables des secteurs sont identiques à celles décrites à la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (se reporter à la note 2). Les montants sont présentés déduction faite des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient eu lieu avec un tiers.



# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 21. Information sectorielle (suite)

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente, par région, l'information sur le marché en fonction de l'emplacement des clients :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits			
Canada	2 092 026	2 211 191	2 161 818
États-Unis	1 151 260	1 195 346	797 411
Europe et Asie-Pacifique	234 337	279 449	190 841
	<b>3 477 623</b>	<b>3 685 986</b>	<b>3 150 070</b>

Les immobilisations et l'écart d'acquisition ne sont pas présentés par région géographique puisque cette information n'est pas utilisée pour produire les états financiers à vocation générale. Tous les unités d'affaires de la Société se partagent les immobilisations, il est donc impossible de présenter l'information géographique pour les immobilisations et l'écart d'acquisition.

## 22. Opérations entre apparentés

Au 30 septembre 2005, BCE exerçait une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société en raison de sa participation de 29,75 % et du volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées. Le 16 décembre 2005, la Société a conclu une entente avec BCE, qui a été finalisée le 12 janvier 2006, pour le rachat de 100 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société. En conséquence, BCE a perdu son influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société. Durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre 2005 et le 12 janvier 2006, la Société a généré des revenus de 126 108 000 \$ et acheté des services de BCE pour un montant de 26 471 000 \$. Au cours de l'exercice 2006, le volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées représente 11,9 % des produits de la Société.

Les opérations et les soldes des exercices antérieurs, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2005	2004
	\$	\$
Produits	526 935	516 968
Achats de services	121 184	99 881
Débiteurs	21 632	16 730
Travaux en cours	14 209	5 894
Coûts liés à des contrats	14 103	17 916
Créditeurs et charges à payer	1 018	8 343
Produits reportés	1 978	1 249

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent pour des années antérieures, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits	100 994	102 699	94 607
Débiteurs	9 490	4 112	3 622
Travaux en cours	1 528	1 290	1 988
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	—	2 019	1 815
Coûts liés à des contrats	16 239	17 301	19 696
Créditeurs et charges à payer	147	1 254	1 113
Produits reportés	509	—	946

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 22. Opérations entre apparentés (suite)

Le 5 décembre 2005, la Société a loué un avion privé pour ses besoins d'affaires auprès d'une société de location, laquelle l'avait acquis d'une société en commandite dont l'administrateur de la Société est le seul commanditaire. La transaction a été effectuée à la valeur d'échange, qui a été corroborée par un rapport indépendant à la date de la transaction.

## 23. Avantages sociaux des employés

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

Bureau d'expertise des assureurs ltée (Underwriters Adjustment Bureau Ltd. ou « UAB ») offrait un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour les anciens employés d'UAB qui sont à la retraite. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 6 117 000 \$ et 6 584 000 \$, aux 30 septembre 2006 et 2005. Il n'y avait aucune charge connexe pour les exercices se terminant les 30 septembre 2006, 2005 et 2004.

Avec l'acquisition d'AMS, la Société a assumé un fonds de pension à contributions déterminées. La charge totale du fonds de pension pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004 est de 4 076 000 \$, 5 373 000 \$ et 2 059 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un plan à contributions déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. La Société contribue dans une même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004, la Société a contribué pour des montants de 4 697 000 \$, 5 634 000 \$ et 2 784 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un régime de rémunération différée pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Une fiducie a été établie pour que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers de la Société. Ces actifs, composés des placements, changent de valeur selon les contributions des employés et les variations de valeur des placements. Le changement dans la valeur du passif lié au régime est égal au changement dans la valeur d'actif.

## 24. Engagements, éventualités et garanties

### A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2006, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffraient à environ 1 134 709 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2007	205 174
2008	155 286
2009	117 886
2010	94 953
2011	73 025

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 202 939 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

	\$
2007	66 714
2008	35 749
2009	44 519
2010	31 716
2011	14 795

### B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de litiges qui proviennent du cours normal des affaires. La Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur ses résultats des opérations ou sur sa continuité d'exploitation.

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 24. Engagements, éventualités et garanties (suite)

### C) GARANTIES

#### **Vente d'actifs et cession d'entreprises**

Dans le cadre de vente d'actifs et de cession d'entreprises, la Société peut être obligée d'effectuer des paiements auprès de contreparties, par suite de violations de déclarations et garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle et de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines conventions limitent le montant maximal à verser à un total approximatif de 108 500 000 \$, autres engagements ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé pour de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de l'issue d'événements futurs dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2006. La Société ne s'attend pas à verser des paiements, en vertu de ces garanties, qui auraient une incidence négative importante sur ses états financiers consolidés.

#### **Contrats avec le gouvernement des États-Unis**

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les opérations de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats des opérations et sur la situation financière de la Société.

#### **Autres transactions**

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En général, la Société serait seulement responsable du montant des cautionnements de soumission si la Société refuse d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission est attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. En date du 30 septembre 2006, la Société a fourni pour un total de 72 923 000 \$ de ces garanties. La Société estime qu'elle se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ou sur sa situation financière.

De plus, la Société s'est engagée à fournir une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, au terme du contrat de location.

## 25. Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer sa position de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

### JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2006 et 2005, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme, à l'exception des notes principales en devises américaines et non garanties, ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2006 et 2005.

La juste valeur des notes principales en devises américaines et non garanties, évaluée en escomptant des flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes maturités et conditions, est de 204 593 000 \$.

### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sera importante.

# Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

## 25. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société aux concentrations du risque de crédit consistent en des quasi-espèces et des débiteurs. Les quasi-espèces comprennent principalement des placements à court terme comme des dépôts de marché monétaire. La Société a déposé des quasi-espèces dans des institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de pertes est négligeable. La Société a des débiteurs provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, la fabrication et les services publics, et ils ne sont pas concentrés dans un secteur géographique spécifique. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques qui peuvent avoir une incidence sur les débiteurs. La direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique représente un risque de crédit important. La concentration du risque de crédit relative aux débiteurs est limitée étant donné la vaste étendue de la clientèle de la Société.

### RISQUE DE CHANGE

La Société exerce des activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. En 2004, la Société a désigné des notes principales en devises américaines et non garanties de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes pour lesquelles les gains ou les pertes découlant de l'écart de conversion ont été comptabilisés à même l'écart de conversion. Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés sur ces instruments financiers ont également été comptabilisés sous cette même rubrique puisqu'ils se qualifient pour la comptabilité de couverture.

Aux 30 septembre 2006, 2005 et 2004, aucun contrat de change n'était en vigueur. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés en ce qui a trait aux contrats à terme pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006 n'ont pas été importants.

Les bilans consolidés incluent les actifs financiers significatifs en devises comme les espèces et quasi-espèces et les débiteurs aussi bien que des passifs financiers importants en devises comme les créditeurs et charges à payer de 114 449 000 \$, 180 646 000 \$ et 174 138 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006 (116 238 000 \$, 173 686 000 \$ et 162 167 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005). Au 30 septembre 2006, les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer libellés en dollars américains sont de 27 179 000 \$ US, 122 566 000 \$ US et 114 812 500 \$ US, respectivement. À la même date, les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer libellés en euros sont de 25 990 000 €, 19 330 000 € et 19 685 500 €, respectivement.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net – PCGR du Canada	146 533	216 488	194 041
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	-	20 554	25 559
Bons de souscription (ii)	1 405	1 405	1 405
Rémunération non gagnée (iii)	-	-	(794)
Autres	1 238	(665)	(1 999)
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	149 176	237 782	218 212
Bénéfice de base et dilué par action – PCGR des États-Unis	0,41	0,54	0,52
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres – PCGR du Canada	1 748 020	2 494 690	2 461 862
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	58 411	58 411	37 857
Bons de souscription (ii)	(5 075)	(6 480)	(7 885)
Rémunération non gagnée (iii)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (iv)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (v)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable (vi)	9 715	9 715	9 715
Autres	(8 225)	(9 463)	(8 798)
Capitaux propres – PCGR des États-Unis	1 820 624	2 564 651	2 510 529

### (i) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, la rémunération d'employés à base d'actions a été comptabilisée selon la méthode de la juste valeur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Selon les PCGR des États-Unis, le *Statement of Financial Accounting Standard* (« SFAS ») No. 123 (révisé en 2004), *Share-Based Payment*, ne nécessite pas l'adoption de cette méthode avant les périodes intermédiaires débutant le ou après le 15 juin 2005. Les ajustements de 2005 et 2004 représentent la charge enregistrée dans les bénéfices nets consolidés selon les PCGR du Canada puisqu'aucune charge similaire n'a été enregistrée ou requise selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2005, il n'y a aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

### (ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2006, 2005 et 2004 reflètent la contre-passation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction des résultats nets consolidés en vertu des PCGR du Canada.

### (iii) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2001, les options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis et qui ont été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'ont pas été enregistrées. L'ajustement reflète la valeur intrinsèque des options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis (se reporter à l'alinéa (v) ci-dessous) qui aurait été enregistrée comme composante distincte des capitaux propres à l'égard des PCGR des États-Unis. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition future des droits.

# Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis (suite)

### (iv) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation aux résultats nets consolidés, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistrée à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

### (v) Écart d'acquisition

L'ajustement au titre des capitaux propres de l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont acquis est enregistrée comme partie intégrante de la répartition du prix d'acquisition, tandis qu'en vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises pour lesquelles les droits sont, ou ne sont pas, acquis est enregistrée. Se reporter à l'alinéa (iii) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

### (vi) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du SFAS No. 109, *Accounting for Income Taxes*, publié par le *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour refléter l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

### (vii) Résultat étendu

Les autres éléments du résultat étendu cumulé sont composés uniquement des écarts de conversion découlant du processus de conversion des états financiers des filiales étrangères.

Le tableau qui suit présente le résultat étendu, comptabilisé conformément aux recommandations du SFAS No. 130 du FASB, *Reporting Comprehensive Income* :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	149 176	237 782	218 212
Autre élément du résultat étendu :			
Écart de conversion	(38 440)	(92 124)	(69 157)
Résultat étendu	110 736	145 658	149 055

### (viii) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2006 et 2005 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 19). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

### (ix) Coûts d'émission d'actions

Comme le permettent les PCGR du Canada, les coûts d'émission d'actions de la Société sont imputés aux bénéfices non répartis. Aux fins des PCGR des États-Unis, les coûts d'émission d'actions sont constatés à titre de réduction du produit tiré de l'émission de capital-actions.

## Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004  
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

### 26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis (suite)

#### **(x) Modifications comptables récentes et futures**

En mars 2005, le FASB a publié l'interprétation FASB No. 47, (« FIN 47 »), *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations, an interpretation of SFAS No. 143*. FIN 47 exige de comptabiliser un passif correspondant à la juste valeur de l'obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'immobilisations au moment où il est constaté et sa valeur peut être raisonnablement estimée. L'adoption de FIN 47 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

En juillet 2006, le FASB a publié l'interprétation FASB No. 48 (« FIN 48 »), *Accounting for Uncertainty in Income Taxes*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 15 décembre 2006 ou après cette date. FIN 48 établit la comptabilisation des impôts sur les bénéfices en déterminant le niveau minimal qu'une provision d'impôt doit atteindre afin d'être comptabilisée aux états financiers. L'interprétation donne également des indications quant au renversement, à la mesure, à la classification, aux intérêts et pénalités, à la comptabilisation pour les périodes intermédiaires, à la présentation ainsi qu'aux règles transitoires. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés mais ne prévoit pas que cette incidence sera importante.